

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des Procédures environnementales
IC17437

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE
concernant la COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE – CABBP suite
à un incendie de son bâtiment situé côté ouest de la rue des Buissonots
sur la commune de Logron
N°ICPE : 100.00371

- - - - -

La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et plus particulièrement ses articles L. 511-1, L. 512-20 et R. 512-69 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1994 autorisant l'exploitation par la COOPÉRATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL d'un stockage de céréales et d'un stockage d'engrais liquides à Logron ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2009 portant prescriptions pour l'exploitation des silos de stockage de céréales de la société SCAB sur le territoire de la commune de Logron ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 octobre 2017 établi suite à l'incendie du bâtiment situé côté ouest de la rue des Buissonots :

Considérant que l'incendie signalé le 16 octobre 2017 par la COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE a concerné un stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et qu'il convient de prendre des mesures d'urgence pour garantir la protection des intérêts cités à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant au vu du témoignage de l'exploitant, que :

- des engrais solides à base de nitrate d'ammonium étaient présents dans le bâtiment affecté par l'incendie ;
- que ces engrais ont été pris dans l'incendie ;
- que le bâtiment comportait notamment une structure bois, et comportait un dépôt de basts bois ;
- que le bâtiment affecté par l'incendie est totalement détruit et que les engrais et déchets issus de l'incendie sont sur la zone affectée par le feu ;

Considérant que le bâtiment de la COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE situé côté ouest de la route départementale 955 à Logron n'est pas autorisé à stocker des engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;

Considérant que le bâtiment est totalement détruit et que les déchets de l'incendie sont à l'endroit de survenue de celui-ci ; que l'environnement du bâtiment est en partie constitué de parcelles occupées par des tiers, habitations notamment,

Considérant que des établissements recevant du public et la route départementale 955 se situent à proximité immédiate de ce bâtiment ;

Considérant le potentiel de danger présenté par les engrais à forte teneur en azote ne répondant pas aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003, notamment les risques de détonation et de décomposition chimique du nitrate d'ammonium contenu dans les engrais affectés par l'incendie,

Considérant que la stabilité des engrais affectés par l'incendie et les déchets générés n'est pas assurée, du fait que les engrais ont été affectés par l'incendie d'une part et de la présence de matériaux contaminants dans le bâtiment d'autre part (bois) ;

Considérant les règles techniques et mesures de sécurité à mettre en œuvre en relation avec le potentiel de danger présenté par ces engrais ;

Considérant que seule la voie de réduction des risques propre à garantir la sécurité publique est celle de la suppression de la source du risque, à savoir l'évacuation des produits à base de nitrate d'ammonium impliqués dans l'incendie et des déchets issus de l'incendie susceptibles d'en contenir ;

Considérant que dans l'attente de l'évacuation il convient d'imposer la mise en place de moyens de prévention et de protection des risques liés aux engrais à forte teneur en azote et des déchets issus de l'incendie susceptibles d'en contenir ;

Considérant, dès lors, que la sécurité et la salubrité publiques, la protection de l'environnement justifient la prise de mesures visant à mettre un terme au sinistre et à minimiser le plus possible la survenance d'un nouveau sinistre, il convient d'imposer à l'exploitant, de manière urgente, des dispositions visant à mettre en sécurité son site, d'évacuer les produits, déchets et eaux d'extinction présents sur son site ;

Considérant que le Code de l'environnement, à son article L. 512-20, précise que « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative » ;

Considérant que la mise en œuvre des mesures présente un caractère d'urgence, qui ne permet pas une présentation en commission départementale consultative compétente ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

Article 1er - Objet

La COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE dont le siège social est situé 115 rue de Chartres – 28800 Bonneval, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour son établissement situé Rue des Buissonots – 28200 Logron.

Le présent arrêté est applicable spécifiquement à la situation post-accidentelle suite à l'incendie du 16 octobre 2017, le temps nécessaire à un retour en fonctionnement normal des installations.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Mesures immédiates conservatoires

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- Mettre en sécurité les installations de la zone du bâtiment affecté par l'incendie : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site dans un délai de 12 heures à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant ;
- Maîtriser toute reprise d'un feu ;
Pour toute difficulté, interrogation sur les risques ou développement anormal des foyers, le SDIS 28 doit être immédiatement alerté (via le 18) ;
- Mandater dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, à ses frais, un expert afin de définir les mesures à mettre en œuvre pour la mise en sécurité du site en regard de la nature et du volume des engrais présents sous forme solide d'une part, et fondus en mélange avec des produits combustibles d'autre part. Cet avis d'expert fixe :
 - les modalités permettant d'éliminer dans des conditions optimales de sécurité et de préservation des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement tous les engrais solides à base de nitrate d'ammonium affectés par l'incendie et les déchets issus de l'incendie susceptibles d'en contenir ;
 - un périmètre de sécurité ainsi que les préconisations à mettre en œuvre pour réduire les risques en toute sécurité, les mesures d'inertage et les filières d'élimination à retenir pour l'ensemble des déchets.

Cet avis d'expert est accompagné d'un échéancier de réalisation encadré d'un délai minimum et d'un délai maximum pour l'évacuation des déchets issus de l'incendie.

L'exploitant remet au Préfet et à l'inspection des installations classées sous 48 heures à compter de la notification du présent arrêté, l'étude réalisée par l'expert qu'il aura mandaté.

- Dans l'attente de la réception de l'avis de l'expert précité et temps que les déchets seront sur le site :
Produits stockés :
 - Les déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium sont protégés de tout choc et de tout apport d'énergie ;
 - Aucun nouvel engrais à base de nitrate d'ammonium, aucun produit et aucune matière n'est stocké sur la zone du bâtiment affecté par l'incendie ;
 - Le cas échéant, les engrais affectés par l'incendie présents sur le site doivent rester dans leur conditionnement d'origine dont l'intégrité doit être préservée. Les sacs ne doivent en aucun cas être ouverts ;
 - L'exploitant ne doit pas utiliser, distribuer ou revendre ces engrais non conformes ;

Protection des déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium, éloignement des matières combustibles, incompatibles, sources d'incendie ou de chaleur :

- Les déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium doivent être maintenus distants d'au-moins 10 mètres de tout autre stockage de matières incompatibles, tout engin, tout matériel électrique toute source de chaleur ;
- Toute matière combustible (bois, huiles...) ainsi que tout amas de matières combustibles ou inflammables (hydrocarbures, fioul...) sont éloignés de la zone où sont présents les déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium afin d'éviter la propagation d'une éventuelle reprise d'incendie. Une distance minimale de 10 m est respectée ;
- Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles, liquides ou solides accidentellement fondus, ne puissent accéder jusqu'aux déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium ;
- Les déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium sont stockés de manière à éviter le confinement ;

- Toute opération d'exploitation est interdite sur la zone du bâtiment de la COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE affecté par l'incendie. Cette zone est matérialisée par un balisage adapté.

Moyens d'intervention en cas d'incendie :

- Des moyens de défense incendie (extincteurs, points ou réserves d'eau) sont disposés à proximité des déchets issus de l'incendie des engrais à base de nitrate d'ammonium et facilement accessibles en cas de reprise de feu.

L'ensemble des moyens imposé à l'exploitant par le présent arrêté est mobilisé en permanence (24h/24, 7j/7) jusqu'au retour en fonctionnement normal des installations.

Article 3 – Mise en œuvre des préconisations de l'expert

La COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE met en œuvre les dispositions prévues par l'expert mandaté en application de l'article 2 dans les délais définis par cet expert.

Elle évacue, selon les recommandations de l'expert précité, et en toute sécurité, les produits, déchets stockés sur son site. Cette évacuation est réalisée dans le délai maximal défini par l'avis de l'expert précité.

La COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE informe les sociétés prestataires qui réceptionnent les différents produits, déchets de leur nature et des risques associés.

Article 4 – Remise du rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du Code de l'Environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il précise, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- un résumé des opérations de lutte contre le sinistre, la caractérisation de l'évolution du sinistre, les éventuels incidents qui se sont produits et les mesures correctives qui ont été prises ;
- le bilan synthétique quantitatif des produits stockés dans le bâtiment affecté par l'incendie et des déchets générés : stock initial ; quantités évacuées ; nature : commerciale ou dégradé par le sinistre ; qualité ; destination ;
- le bilan synthétique quantitatif des eaux (appoint en eau d'extinction ; provenance, évacuations, destination) ;
- la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 5 : Gestion des déchets liés au sinistre

5.1 : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) dans un délai compatible avec les objectifs définis par l'expert précité.

5.2 : L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans un délai compatible avec les objectifs définis par l'expert précité.

5.3 : La COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE s'assure des autorisations administratives des installations prestataires devant accueillir pour son compte des produits, des déchets, des eaux d'extinction, La gestion des déchets est conforme aux dispositions du Titre IV : Déchets, du Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances du code de l'environnement (installations autorisées à recevoir les déchets en question, traçabilité, bordereau de suivi des déchets).

5-4 : Après évacuation de l'ensemble des déchets, la COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL s'assure :

- de l'intégrité de la plate-forme de la zone de stockage ayant subi le sinistre (éventuelle contamination par des engrais suite à la montée en température), dans un délai de 7 jours après cette évacuation ;
- de l'absence de pollution des sols, dans un délai de 15 jours suivant l'évacuation précitée.

Article 6 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté, dans un délai de 24 heures suivant chaque échéance.

Article 7 – Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux B 1° et 2° suivants.

- un recours gracieux, adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la réglementation et des libertés publiques - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,

- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B - 92055 LA DÉFENSE Cedex.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 8 –Notification, publicité

Le présent arrêté est notifié à la COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE par voie administrative.

Copies en sont adressées au Maire de la commune de Logron et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 9 –Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application de sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

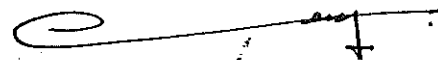
Article 10 –Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Logron, Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 18 OCT. 2017

la Préfète,

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général



Régis ELBEZ